

Brochure n° 3018

Convention collective nationale

**IDCC : 1486. – BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES,
CABINETS D'INGÉNIEURS-CONSEILS
ET SOCIÉTÉS DE CONSEILS**

PROCÈS-VERBAL DE DÉSACCORD DU 10 MARS 2010
RELATIF À LA MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME DE PARTICIPATION DES SALARIÉS

NOR : ASET1050779M

IDCC : 1486

Entre :

Le SYNTEC ;

Le CICE,

D'une part, et

La CFTC CSFV ;

La FIECI CFE ;

La F3C CFDT ;

La FSE CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit

Suivant le calendrier de négociation convenu entre les parties lors de la CPCCN du 25 novembre 2009 et conformément à l'alinéa 3 de l'article L. 3322-9 du code du travail issu de la loi n° 2006-1770 du 30 décembre 2006 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié, portant diverses dispositions d'ordre économique et social, une négociation pour la mise en place d'un système de participation pour les

entreprises de moins de 50 salariés de la branche a été engagée par les organisations patronales lors de la CPCCN du 20 janvier 2010.

Les échanges au cours des CPCCN des 20 janvier 2010 et 24 février 2010 n'ayant pas abouti à un accord, les parties conviennent d'établir un constat de désaccord.

Article 1^{er}

Dernier état des propositions respectives des parties

Les dernières propositions des parties sont les suivantes.

Article 1.1

Position des organisations patronales

Les fédérations patronales ont formulé les principes directeurs suivants pour mettre en place la participation de branche :

- la subsidiarité de l'accord de branche pour laisser un libre choix aux entreprises conformément aux dispositions de l'article L. 3322-9 du code du travail ;
- le libre choix de l'organisme financier donné aux entreprises ;
- la répartition de la réserve spéciale de participation entre les bénéficiaires ; proportionnellement au salaire perçu dans la limite des plafonds réglementaires ;
- l'application du calcul de droit commun.

Article 1.2

Position des organisations de salariés

L'ensemble des organisations syndicales souhaitent un accord de participation s'appliquant à l'ensemble des salariés de la branche, une collecte organisée au niveau de la branche et une répartition égalitaire pour les salariés des entreprises ne disposant pas de système de participation.

Article 2

Constat de désaccord

Les organisations syndicales de salariés et les fédérations professionnelles SYNTEC et CICF constatant leur désaccord sur la mise en place d'un régime de participation dans la branche prennent acte de ce que les négociations ne peuvent aboutir à un accord.

Chacune des parties signataires du présent constat de désaccord a la faculté d'en assurer la diffusion. Le présent constat de désaccord fera l'objet d'une publication sur les sites officiels des fédérations SYNTEC et CICF.

Fait à Paris, le 10 mars 2010.

(Suivent les signatures.)